

Visite du Président Jalal Talabani en Turquie : quels résultats, quelles perspectives ?

lundi 7 avril 2008, par [Marie Phiquepal](#)

Le Président irakien Jalal Talabani a effectué une visite officielle en Turquie, les 7 et 8 mars derniers. Cette visite, une semaine à peine après la fin de l'opération terrestre (« Kara Haraket ») de l'armée turque en Irak du Nord, est la première de ce type depuis la Présidence Özal, au début des années 90.

Dès lors, il n'est pas étonnant que beaucoup aient voulu voir, dans la venue du Président kurde irakien, un tournant, voire même un événement historique. Il faut dire que, dans le contexte tendu, créé ces dernières années par la guerre en Irak et par les attentats du PKK, le choix du dialogue et de la coopération, que veut incarner cette rencontre, constitue au moins symboliquement une avancée positive. Mais, jusqu'à quel point peut-on croire, en l'occurrence qu'une nouvelle ère s'est ouverte ?

Il est vrai que les deux pays ont actuellement des intérêts communs : d'une part, dans la lutte contre le PKK (ce dernier apparaissant désormais aux deux gouvernements comme une menace), d'autre part, dans les domaines économiques, énergétiques et hydrauliques. Les années de guerre et d'instabilité ont fait naître d'immenses besoins en Irak. De fait, la perspective d'une stabilisation dans ce pays ouvre une opportunité intéressante pour les entreprises étrangères, en particulier dans le secteur de la construction. Le Président Talabani et son homologue turc, Abdullah Gül, ont ainsi émis le souhait d'atteindre, d'ici deux ans, un volume de 20 milliards de dollars de produits échangés (ce qui est énorme quand on le compare aux 3,5 milliards de 2007), et d'établir le libre-échange entre les deux pays. La Turquie, qui a bien compris la chance que représente pour elle ce nouveau marché, a déjà effectué, ces dernières années, en Irak du Nord, des investissements significatifs, qui représentent déjà une part importante de son marché de l'électricité, du bâtiment ou de l'alimentation.

Un autre point de convergence objectif entre les deux pays concerne les questions énergétique et hydraulique. L'Irak a ainsi proposé à la Turquie d'implanter une entreprise d'extraction de pétrole. Parallèlement, l'Irak, la Syrie et la Turquie ont conclu un accord pour créer un centre d'étude sur l'eau qui rassemblera des spécialistes des trois pays et marquera le début d'une réelle coopération sur un sujet vital, qui a souvent été l'objet de tensions vives, antérieurement. Enfin, les problèmes stratégiques ont également été abordés, car, pour la Turquie, cette rencontre était aussi un moyen d'apparaître comme une force conciliatrice, au niveau régional et international. Répondant ainsi aux critiques qui lui ont été souvent adressées, quant au choix de la solution militaire pour lutter contre le PKK, la Turquie a eu l'opportunité de montrer ici qu'elle souhaitait non seulement régler la question par la coopération et la diplomatie, mais aussi participer activement à la reconstruction et la stabilisation de l'Irak.

Cette implication de la Turquie en Irak permet de surcroît à Ankara d'influer assez directement sur le gouvernement irakien, en ce qui concerne l'avenir de la région. On connaît l'hostilité et la méfiance de la Turquie envers le gouvernement régional nord-irakien et envers le référendum de Kirkuk (qui risque de mettre cette ville sous l'autorité des Kurdes nord-irakiens). Le renforcement de la coopération entre Ankara et Bagdad (notamment dans le domaine hydraulique qui est vital pour l'Irak) met ce pays dans une position où il lui sera difficile désormais de s'opposer frontalement à la Turquie. Dans ces conditions, il sera plus aisé à la Turquie de faire pression sur le gouvernement irakien pour repousser encore ou parvenir à faire annuler la tenue d'un référendum redouté parce qu'il permettrait de renforcer la position de la région kurde d'Irak du Nord, Kirkuk disposant de réserves pétrolières considérables. Pour l'Irak, outre les avantages économiques évoqués ci-dessus, l'établissement d'un dialogue avec la Turquie, repousse la probabilité d'une intervention de l'armée turque dans le nord du pays et l'instauration de

bases militaires, même si la Turquie n'a pas exclu un nouveau recours à la force, si la situation le justifiait.

Pourtant, malgré ces points de convergence et le caractère symbolique d'une visite qui ne doit pas être sous-estimée, il paraît nécessaire de relativiser la portée effective qu'elle risque d'avoir finalement. Ainsi, la situation de l'Irak, qui est celle d'un Etat faible marqué par une profonde instabilité, limite en elle-même à court terme les perspectives, tant du point de vue des relations économiques, commerciales et énergétiques, que du point de vue de la lutte contre le PKK. En outre, dans les deux pays, ce « new deal » est loin de faire l'unanimité. En Turquie, les secrétaires généraux du CHP (Parti républicain du peuple) et du MHP (Parti du Mouvement Nationaliste) se sont tous deux déclarés hostiles à cette nouvelle ouverture, en la considérant comme un manque flagrant et grave de fermeté envers le PKK, voire même comme une collusion suspecte avec lui. En Irak, le gouvernement central, qui peine à contrôler son territoire, sait que cette convergence turco-irakienne sera de toute façon tributaire de l'autonomie très forte dont dispose le gouvernement régional de l'Irak du Nord. Pour lutter efficacement contre le PKK, il faudrait que le gouvernement d'Irak du Nord ait une relation durable et de confiance avec le gouvernement central de Bagdad et avec la Turquie. Or, on connaît l'hostilité de la Turquie (en particulier du CHP et du MHP), à l'encontre des autorités kurdes irakiennes. Et, par ailleurs, bien qu'un porte-parole du président Talabani ait affirmé que des discussions non officielles entre une délégation turque et le neveu de Massoud Barzani avaient eu lieu, et que ce dernier avait manifesté sa « volonté d'établir un dialogue avec Ankara », on sait que l'établissement de relations entre le gouvernement régional nord-irakien et la Turquie est peu probable pour ne pas dire illusoire. Même si une rencontre devait avoir lieu, d'ailleurs, les deux partis auraient du mal à s'entendre, puisque le Président Barzani ne considère pas le PKK comme une organisation terroriste.

Il est évident que des tensions et une certaine méfiance demeurent entre l'Irak et la Turquie, l'Irak ayant considéré l'opération turque, malgré tout, comme une atteinte à sa souveraineté et ayant des craintes quant aux ambitions de la Turquie dans la région. Si la réaction de l'Irak à l'intervention militaire turque est restée mesurée, c'est sans doute en raison de la faiblesse actuelle de ce pays et surtout des pressions qu'ont exercées les Etats-Unis, pressions qui par ailleurs ont aussi provoqué, semble-t-il, un retrait militaire turc plus rapide que prévu. Dans un contexte où la volonté politique paraît fragile des deux côtés, les perspectives d'une coopération significative et durable entre la Turquie et l'Irak demeurent donc limitées. On peut, en effet, craindre qu'une nouvelle étincelle ravive les tensions. Les ressources (hydrocarbures et eaux) convoitées dans la région, peuvent notamment redevenir rapidement l'enjeu de conflits majeurs. Quant à la lutte contre le PKK, au-delà de l'attitude des différents acteurs, elle dépend aussi très largement de la capacité de la Turquie à apporter un règlement politique à la question kurde. La proposition par le gouvernement Erdogan du fameux « paquet » relançant la politique d'investissement dans le Sud-Est, et les nouvelles discussions avec le parti pro-kurde DTP qu'elle a suscitées, permettront peut-être, dans les prochains jours, de mieux mesurer encore l'état de la situation dans la région et les perspectives possibles.

Sources

[Article original publié sur le site de l'OVIPoT](#) le 19 mars 2008